COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Revue de presse
du 03 au 09 Septembre 2017

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI

Sommaire

I. COI et ses projets

1.1 Energies renouvelables.....3
- Concours régional : énergies, des lycéens malgaches vainqueurs
- COI : Le Lycée Sabotsy Namehana remporte le concours régional Energies
-"Concours régional ENERGIES" Lycée comorien dans la course

1.2 Changements climatiques..... 12
-Coup d'envoi du « programme de préparation du Fonds Vert pour le climat »

II. Centres d'intérêts

1.1 Sécurité maririme 13
- Piraterie : Maurice et les Seychelles traînent le Somaliland devant l'ONU

1.2 Agriculture 15
-Agriculture : le potentiel de la filière biologique à exploiter

1.3 Environnement 17
- Les responsables de l'environnement aux Seychelles étudient les sources, les filières et les impacts des déchets sur la vie marine

1.4 Economie bleue.....20
- Les Seychelles se positionnent comme une référence pour l'Afrique

Concours régional : énergies, des lycéens malgaches vainqueurs



Les participants du programme ÉNERGIES en compagnie de leurs enseignants et des consultants, notamment.

Ils ont produit l'énergie pour éclairer les salles de classe de leur école à l'aide d'un biodigesteur alimenté par des déchets organiques. Grâce à leur projet de production de biogaz, l'équipe du lycée Andrianampoinimerina Sabotsy Namehana de Madagascar est sortie vainqueur du concours régional ÉNERGIES 2019. Leur projet sera financé par la Fondation Telma à hauteur de 3 000 euros.

L'objectif de la compétition était de sensibiliser les jeunes aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique. Elle était organisée par le programme ÉNERGIES, financé par l'Union européenne et mise en œuvre par la Commission de l'océan Indien.

Le lycée malgache était représenté par deux élèves, Miaro Fandresena Veloarivony et Herinomena Randrianarimanana, qui ont su impressionner le jury, composé de professionnels du secteur de l'énergie de la région. Les autres établissements participants, Mauritius College Boys de Maurice, Lycée Said Mohamed Djohar des Comores, et Anse Royale Secondary

School des Seychelles, ont également été félicités pour leurs projets respectifs : A proposal to use solar energy as an alternative power source, Solar lycée et Solar grass cutter.

Les quatre établissements secondaires sont membres du réseau Eco-Schools Océan Indien. Ils ont été sélectionnés en remportant le concours national où cinq écoles s'affrontaient dans chaque pays. Pour conduire des expériences et des travaux pratiques sur plusieurs types d'énergies renouvelables, les 85 eco-schools de la région avaient reçu des kits pédagogiques.

Des consultants nationaux ont formé les enseignants à l'utilisation de ces kits dans leur salle de classe pour élaborer un projet fonctionnant aux énergies renouvelables. La compétition a démontré la volonté des jeunes de la région de devenir des acteurs incontournables de la transition énergétique.

03 septembre 2019

https://matv.mg/coi-le-lycee-sabotsy-namehana-remporte-le-concours-

COI : Le Lycée Sabotsy Namehana remporte le concours régional Energies



L'expansion de la jeunesse malgache à travers le monde est telle que les jeunes élèves, collégiens ou lycéens, malgaches sont de plus en plus nombreux à participer à des concours et autres activités organisés dans les pays étrangers. Et leurs exploits sont louables…

L'équipe du lycée Andrianampoinimerina de Sabotsy Namehana composée par Miaro Fandresena Veloarivony, Herinomena Randrianarimanana, a remporté le concours régional Energies 2019. Ce concours, organisé par le programme ENERGIES, mis en œuvre par la Commission de l'Océan Indien et le réseau Eco-Schools Océan Indien, vise à sensibiliser les jeunes en les impliquant dans un projet concret en lien avec les énergies renouvelables et/ou l'efficacité énergétique. Le projet de production de biogaz, présenté par Miaro Fandresena Veloarivony, Herinomena Randrianarimanana a beaucoup impressionné les membres du jury par sa démarche intégrant l'énergie, l'économie et le social.

Ces deux lycéens ont reçu leur prix lors d'une cérémonie qui s'est tenue à l'hôtel Voila Bagatelle, de Maurice, jeudi dernier en présence de la ministre de l'Education de Maurice, Leela Devi Dookun-Luchoomun.

Leur projet intitulé «biogaz au Lycée Andrianampoinimerina Sabotsy Namehana», qui vise à produire de la lumière pour éclairer les salles de classe de école à l'aide d'un biodigesteur alimenté par des déchets organiques, se verra financé à hauteur de 3.000 euros par la Fondation Telma.

Concours régional ENERGIES : Le lycée Andrianampoinimerina Sabotsy Namehana vainqueur



Les deux lycéens de Sabotsy Namehana (au centre) et leur professeur de physique (extr. dr.) posant avec la ministre mauricienne de l'Education, Leela Devi Dookun-Luchoomun et le chargé d'Affaires a.i. de la Délégation de l'Union européenne, Michal Gobalek (extr. g.).

Excellente nouvelle pour le lycée public Andrianampoinimerina Sabotsy Namehana qui vient de remporter, à Maurice, la finale du concours ENERGIES 2019, grâce à son projet de production de biogaz.

C'était jeudi soir après la tenue de la finale où quatre écoles finalistes issues des Seychelles, de Maurice et des Comores ont, tour à tour, défendu leur projet. Ce concours consistait, en effet, à concevoir un projet d'installation fonctionnant avec une énergie renouvelable ou répondant à une approche valorisant l'efficacité énergétique, pouvant être utile à l'école. En effet, l'objectif de cette compétition organisée par le programme ENERGIES – financé par l'Union européenne et mis en œuvre par la Commission de l'océan Indien (COI) – est avant tout de sensibiliser les jeunes aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique.

3000 euros. Le projet de l'équipe du lycée Andrianampoinimerina Sabotsy Namehana a été défendu par deux élèves, Miora Fandresena Veloarivony et Herinomena Randrianarimanana. Il consiste à produire de la lumière pour éclairer les salles de classe de leur école à l'aide notamment d'un biodigesteur alimenté par des déchets organiques. Le projet a impressionné le jury composé de professionnels du secteur de l'énergie de la région, de

par sa démarche intégrant l'énergie, l'économie et le social. En remportant le concours, le lycée Andrianampoinimerina Sabotsy Namehana verra son projet financé à hauteur de 3.000 euros par la Fondation Telma. La cérémonie de remise du prix s'est tenue jeudi soir à l'hôtel Voile Bagatelle à Ebène, Maurice, en présence de la ministre de l'Education de Maurice, Leela Devi Dookun-Luchoomun.

Eco-écoles. Outre le lycée Andrianampoinimerina Sabotsy Namehana, le jury n'a pas manqué de saluer les autres écoles participantes, à savoir le *Lycée Saïd Mohamed Djohar* des Comores pour son projet « *Solar lycee* », le *Mauritius College Boys* de Maurice et son projet *« A proposal to use solarenergy as an alternative power source for the Mauritius College»* et *Anse Royale Secondary School* des Seychelles pour son projet intitulé « *Solar grass cutter* ». Ces quatre établissements scolaires sont tous membres du réseau *Eco-Schools Océan Indien.* Ils avaient été sélectionnés pour participer au concours régional ENERGIES 2019 après avoir remporté les concours nationaux dans leur pays respectif.

Kits. La genèse de ce concours remonte à février 2019 lorsque le programme ENERGIES a distribué à 85 Eco-Ecoles de la région des kits pédagogiques permettant aux élèves de conduire des expériences et travaux pratiques autour de plusieurs types d'énergies renouvelables. Les enseignants ont également été formés dans leur maniement pour qu'ils puissent utiliser les kits dans les salles de classe pour aider à l'élaboration d'un projet fonctionnant aux énergies renouvelables et/ou répondant à une approche valorisant l'efficacité énergétique. Cinq écoles par pays avaient alors participé aux concours nationaux, avec l'espoir de pouvoir participer au concours régional. C'était chose faite pour le lycée Andrianampoinimerina Sabotsy Namehana et au bout, la concrétisation de son projet biogaz.

Hanitra R.

"Concours régional ENERGIES" Lycée comorien dans la course



Le lycée Saïd Mohamed Djohar de Wani fait désormais partie des quatre écoles retenues pour le concours régional Energies dans la zone Océan indien et dont les projets ont été sélectionnés par les comités nationaux de leurs pays. Il s'agit d'une course lancée après la distribution des kits pédagogiques constitués de maquettes modulables et manipulables au sein de quatre-vingt-cinq écoles de l'Océan indien, dont trois aux Comores, afin que les acteurs scolaires puissent, dans un premier temps, comprendre le fonctionnement des énergies propres. C'est un concours lancé en février dernier pour familiariser les jeunes de l'Océan indien du concept du développement durable en s'appropriant de projets concrets en lien avec les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique.

Le programme Coi-Energies Selon Virginie Torrens, Conseillère au sein du programme CoiEnergies, aux Comores il s'agit du lycée Saïd Mohamed Djohar de Wani, à Ndzuani, qui travaille avec un projet en rapport avec le soleil. A Madagascar, c'est le lycée Sabotsy Namehana qui travaille sur un projet de biogaz, à Maurice c'est le Mauritius College Boys pour un projet sur l'énergie solaire et aux Seychelles c'est Anse Royale Secondary School qui travaille aussi sur un projet lié à l'énergie solaire. «Les responsables ont été véritablement impressionnés par la qualité des dossiers reçus et par le degré d'implication par rapport à ce concours», a-t-elle déclaré.

Selon un communiqué de presse de l'unité de communication de la commission de l'Océan indien, les enseignants ont été formés sur l'utilisation des kits afin qu'ils puissent à leur tour former leurs élèves et leurs collègues. «*Ces projets ont été élaborés dans le cadre d'une activité pédagogique régionale privilégiant une approche participative en matière d'enseignement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique. L'école qui remportera le concours régional verra son projet financé à hauteur de 3.000 euros par le Groupe Telma*», peut-on y lire.

Selon toujours ce communiqué de presse, le programme «ENERGIES» a invité les écoles, qui le souhaitent à constituer une équipe d'élèves qui avait pour défi d'imaginer un projet d'installation fonctionnant avec une énergie renouvelable ou répondant à une approche valorisant l'efficacité énergétique, pouvant être utile à l'école et, par extension, à l'ensemble de la communauté.

Seychelles NATION

04 septembre 2019

http://www.nation.sc/articles/1426/les-grands-gagnants-du-concours-

Les grands gagnants du concours régional ENERGIES annoncés



Les deux élèves, Miaro Fandresena Veloarivony et Herinomena Randrianarimanana du lycée Andrianampoinimerina Sabotsy Namehana de Madagascar ont remporté le concours régional ENERGIES 2019 grâce à leur projet de production de biogaz

L'équipe du lycée Andrianampoinimerina Sabotsy Namehana de Madagascar a remporté le concours régional ENERGIES 2019 grâce à son projet de production de biogaz.

Elle a été primée lors d'une cérémonie de remise de prix à l'hôtel Voila Bagatelle, Ile maurice jeudi dernier. La remise de prix a eu lieu en la présence de la ministre de l'Education de Maurice, Leela Devi Dookun-Luchoomun.

Défendu par deux élèves, Miaro Fandresena Veloarivony et Herinomena Randrianarimanana, le projet a impressionné le jury composé de professionnels du secteur de l'énergie de la région de par sa démarche intégrant l'énergie, l'économie et le social. Leur projet, qui vise à produire de la lumière pour éclairer les salles de classe de leur école à l'aide notamment d'un biodigesteur alimenté par des déchets organiques, se verra financé à hauteur de 3 000 euros par la Fondation Telma.

Le jury a également salué les autres écoles participantes, en l'occurrence le Lycée Said Mohamed Djohar des Comores, Mauritius College Boys de Maurice et Anse Royale Secondary School des Seychelles pour leurs projets intitulés respectivement « *Solar lycee* », « *A proposal to use solar energy as an alternative power source for the Mauritius College*» et « *Solar grass cutter* ».

Les quatre écoles, toutes membres du réseau Eco-Schools Océan Indien, avaient été sélectionnées pour participer au concours régional ENERGIES 2019 après avoir remporté les concours nationaux dans leurs pays respectifs.

Organisée par le programme ENERGIES, financé par l'Union européenne et mis en œuvre par la Commission de l'Océan Indien, cette compétition avait pour objectif de sensibiliser les jeunes aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique.

En février de cette année, 85 Eco-Schools de la région ont reçu des kits pédagogiques permettant aux élèves de conduire des expériences et travaux pratiques autour de plusieurs types d'énergies renouvelables. Des consultants nationaux ont formé les enseignants dans leur maniement pour qu'ils puissent ensuite utiliser les kits dans les salles de classe pour aider à l'élaboration d'un projet fonctionnant aux énergies renouvelables et/ou répondant à une approche valorisant l'efficacité énergétique.

Cinq écoles par pays avaient participé aux concours nationaux avec dans le viseur une participation au concours régional ENERGIES 2019.

L'engouement pour cette compétition démontre la volonté des jeunes de la région à devenir des acteurs centraux de la transition énergétique en Indianocéanie.

La Gazette des Comores

05 septembre 2019

http://lagazettedescomores.com/assets/pdfs/QuarkXPress%203467.pdf

CHANGEMENT CLIMATIQUE

Coup d'envoi du « Programme de Préparation du Fonds Vert pour le Climat »

Du 3 au 4 septembre, s'est tenu un atelier dans un hôtel de la place à Moroni sur la situation actuelle du changement climatique aux Comores et sur la sensibilisation au processus de préparation à l'accès au Fonds Vert pour le Climat (FVC).

Il s'agissait d'introduire le FVC et ses conditions d'accès, de recueillir des données auprès des intervenants sur le renforcement des capacités, d'identifier les besoins, de discuter du cadre institutionnel existant et les processus de coordination, ainsi que les projets potentiels du FVC.

Dans son allocution d'ouverture, le Secrétaire général du ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Environnement M. Daniel Ali Bandar, a rappelé que « le changement climatique est le plus grand défi environnemental auquel nous sommes tous confrontés aujourd'hui. Il est intrinsèquement lié à tous les secteurs du développement et à la réalisation des objectifs de la stratégie de croissance accélérée et de développement durable (SCA2D) ».

Il a ajouté que « Nous sommes tous appelés à la vigilance dans nos actions de tous les jours pour éviter le « maladaptation » en développant des infrastructures plus résistantes, en construisant des habitations aux normes, et en adoptant des pratiques de gestion durable des ressources naturelles et de reconstitution du milieu naturel dégradé. Nous devons donc mettre à l'œuvre des politiques visant à atténuer la mutation rapide de notre environnement naturel, lequel environnement naturel est capable nous protéger quand il est bien protégé ! »



Participants à l'atelier FVC.

L'atelier était animé entre autres par Mme Isabelle Mamaty du bureau d'études Baastel pour la partie relative au contexte national et par Philippe Chabot, directeur du Département Climat du bureau Transtec pour l'aspect régional dans le cadre de la Commission de l'Océan indien (COI). Tout cela sous la l'œil de M. Sebastien Walczyszyn chargé de la supervision du Programme Readiness au niveau de l'ONU-Environnement à Nairobi au Kenya.

Il faut noter qu'en plus du programme national qui sera développé, la COI mène un programme « Readness » pour être accrédité au niveau du FVC en tant qu'entité régional. C'est dans ce cadre le bureau Transtec a mandaté M. Chabot pour exposer au niveau des participants la vision de la COI dans ce domaine. Les objectifs du programme pays visent à ce que les autorités, le public, la société civile et les autres parties prenantes sont informés et sensibilisés sur le fonds vert et que la genèse du fonds, ses domaines d'intervention et son mode de fonctionnement sont connus.

Il s'agira entre autres de faire en sorte que le rôle des entités d'exécution, de mise en œuvre et des intermédiaires et les conditions d'éligibilité et d'accréditation soient connues et qu'un modèle de programme de développement économique, sobre en carbone dans un ou plusieurs domaines prioritaires est élaboré. Il faudrait aussi que les indicateurs relatifs au programme et projets du FVC soient déterminés et que les risques possibles du programme et projets du fonds vert soient identifiés et des mesures d'atténuation proposées.

Au cours des débats, les participants à travers des groupes de travail ont commencé à se familiariser avec la vision et les concepts du FVC et ont souhaité qu'il ait une plus grande synergie entre le travail qui sera mené sur les plans national et régional.

Mmagaza

Piraterie : Maurice et les Seychelles traînent le Somaliland devant l'ONU



Nando Bodha (au centre) présidant la réunion avec des diplomates, au sujet de la piraterie dans la région, le 26 août.

Le Somaliland s'est attiré les foudres de Maurice et des Seychelles. La libération prématurée de 19 pirates somaliens, jugés et condamnés par les autorités seychelloises, n'a pas été appréciée… Raison pour laquelle les deux îles ont sollicité l'Organisation des Nations unies par le biais de son secrétaire général.

Mercredi, António Guterres été informé de la décision du Somaliland et a été amené à donner des directives par rapport à la marche à suivre. Aucune information n'a jusqu'ici transpiré de cette rencontre.

Lors des travaux de la 4e édition de l'Indian Ocean Conference, qui se sont déroulés les 3 et 4 septembre à l'hôtel *Paradise Island Resort* aux Maldives, l'île Maurice, par la voix du ministre des Affaires étrangères Nando Bodha, est revenue sur cette affaire. Ce dernier est intervenu juste après le ministre désigné des Seychelles, Macsuzy Mondon, lors de cette conférence organisée par l'*India Foundation* en association avec les Maldives.

Nando Bodha a réitéré la détermination de Maurice à ne pas se taire devant la décision contestée des autorités du Somaliland. Il annonçait l'intention du gouvernement d'autoriser Jagdish Dharamchand Koonjul, le représentant permanent mauricien auprès des Nations unies, de soutenir l'initiative des Seychelles de faire part de sa préoccupation après la libération prématurée des pirates somaliens.

Mauvais signal

Pour Macsuzy Mondon, l'initiative du Somaliland est venue contrecarrer tous les efforts consentis jusqu'ici pour que la zone du bassin de l'océan Indien soit dégagée des risques qui la menacent, dont la piraterie. Propos soutenus par Nando Bodha, qui a déclaré que le Somaliland a envoyé un mauvais signal par rapport à tout ce que le Groupe de contact sur la piraterie au large des côtes de la Somalie – dont Maurice assure la présidence –, a fait jusqu'ici pour lutter contre le fléau qu'est la piraterie.

Le recours au Secrétaire général des Nations unies n'a pas été la seule initiative prise par Maurice pour mettre le Somaliland au pas. Le lundi 26 août, Nando Bodha a convoqué au siège du ministère des Affaires étrangères, à Port-Louis, les représentants des missions diplomatiques en poste à Maurice. Objectif de la réunion : rechercher le soutien des capitales respectives de ces missions pour qu'elles condamnent sans réserve la libération avant terme des pirates somaliens.

Agriculture : le potentiel de la filière biologique à exploiter

Par Les Nouvelles sur 07/09/2019



Annonce fermée par Goo

Bloquer l'annonce

Pourquoi cette annonce ?

Annonce fermée par Goo

Bloquer l'annonce

Pourquoi cette annonce ?

L'Etat travaille de concert avec les acteurs de la filière biologique pour lancer ce secteur porteur, qui sera bientôt régi par la loi.

La promotion de l'agriculture biologique fait partie du contrat-programme du ministère de l'Agriculture, de l'élevage et de la pêche. Ce département coopère actuellement avec les partenaires et membres du secteur privé pour mettre en place une politique de développement de l'agriculture biologique à Madagascar.

Une loi sur l'agriculture biologique est en cours d'élaboration actuellement. Ce cadre institutionnel permettra de règlementer la filière pour mieux répondre aux besoins et exigences des marchés nationaux et internationaux.

Et, ce projet de loi est également conforme à la mise en œuvre du Plan sectoriel de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche (PSAEP) dont l'un des programmes vise à promouvoir l'agriculture de conservation basée sur l'agroécologie et l'agriculture biologique auprès de 240.000 producteurs et à développer la production d'aliments bio-fortifiés.

Dans ce cadre, deux projets de développement rural ont co-organisé une formation sur l'appui à la politique de développement de l'agriculture biologique à Madagascar, du 2 au 5 septembre dans la capitale. Il s'agit du Projet d'adaptation des chaînes de valeur agricoles au changement climatique (Prada) et de la Croissance agricole et sécurisation foncière (Casef).

«La mise en place des territoires à vocation agricole biologique, la massification de l'agriculture biologique certifiée et non certifiée et le soutien aux petits producteurs à l'accès au marché », ont été les sujets abordés lors de cette rencontre de 4 jours, a annoncé le ministère de tutelle.

23.000 producteurs

La filière « bio » pourrait être un secteur porteur à Madagascar au vu de son importante expansion au niveau international. Ces cinq dernières années, les recettes générées par les produits biologiques malgaches sur le commerce régional et international, ont connu une nette augmentation. La rentrée de devises en termes de produit biologique est passée de 22,6 en 2012 à 55 millions d'euros en 2017, selon les chiffres administrés par le ministère de l'Agriculture.

Par ailleurs, cette filière implique près de 23.000 producteurs et 177 entreprises employant environ 7.000 personnes à Madagascar. Elle bénéficie également d' une représentation professionnelle : le Syndicat Malgache d'agriculture biologique (Symabio) créé en 2011 et regroupe jusqu'à ce jour 26 entreprises.

Riana R.

Les responsables de l'environnement aux Seychelles étudient les sources, les filières et les impacts des déchets sur la vie marine

By: **Salifa Karapetyan édité par Betymie Bonnelame et traduit par Rudie Bastienne**



Volontaires participant au grand nettoyage des îles périphériques organisé par la Islands Development Company au mois de mai (Seychelles News Agency)

(Seychelles News Agency) - Identifier les sources, les filières, les points chauds et les impacts clés des déchets marins et des microplastiques était l'objectif d'une formation de 10 jours aux Seychelles afin d'améliorer la capacité de collecte de données des agents de l'environnement.
«La formation a été réalisée dans le but de montrer comment les données devraient être collectées aux Seychelles sur différents débris de plastique qui entrent dans notre océan. Les participants ont mené des enquêtes sur les plages et dans les terres, dans les rivières et les marais, afin de déterminer le type de déchets présents dans le pays », a déclaré aux journalistes Fredrick Kinloch, directeur de la gestion des déchets, jeudi.

La formation a été assurée par des représentants du ministère de l'Environnement et du Programme des Nations Unies pour l'environnement (UNEP), en collaboration avec l'Association des sciences de la mer de l'océan Indien occidental (WIOMSA), la Convention de Nairobi et l'Organisation de recherche scientifique et industrielle du Commonwealth (CSIRO).

La réalisation de ces inventaires des sources nationales dans un pays renforce la base de données sur laquelle s'appuie l'action et permet aux

décideurs de prendre des mesures éclairées et efficaces. Ceci vise à réduire les impacts sur les personnes et l'environnement.

Tenue du 26 août au 4 septembre, la formation comprenait un voyage le long de la côte pour la collecte de données. Les participants devaient s'appuyer sur les connaissances acquises au cours de la formation pour renforcer les activités de surveillance des déchets marins aux Seychelles.

Les données collectées au cours de l'activité fourniront une base d'informations permettant une meilleure prise de décision dans le pays. Les informations provenant des futures collectes de données seront utilisées pour formuler les règles et législations potentielles du pays en matière de gestion des déchets.

Dainise Quatre, participante à la formation, également garde forestier de la SNP (Agence des parcs nationaux des Seychelles), a déclaré à la SNA qu'elle avait appris à «de manière simple à collecter des données relatives à la pollution par le plastique et aux autres déchets éliminés dans l'environnement."

«Nous avons également appris sur quelle base nous allons collecter des données telles que les rivières continentales et côtières. Pour le moment, nous collectons des informations uniquement auprès des portées du littoral, mais grâce à la formation, nous nous sommes rendu compte que ce n'est pas seulement sur la côte, mais que nous devons trouver des zones d'origine des déchets avant de se retrouver sur la côte », a déclaré Mme Quatre.

Elle a ajouté que "les déchets ne sont pas toujours emportés de l'océan à la côte".

Les déchets marins et les microplastiques sont une préoccupation majeure pour de nombreux pays, car ils affectent la vie marine, mais ne se limitent pas à celle-ci. Dans une étude réalisée par l'Université de Newcastle en Australie, il a été découvert que des microplastiques - des particules de moins de cinq millimètres - se retrouvaient dans nos aliments, notre eau et notre air. La quantité ingérée est estimée à environ 5 grammes de plastique par semaine, ce qui correspond au poids d'une carte de crédit.

Les Seychelles, un groupe de 115 îles de l'océan Indien occidental, ont déjà beaucoup investi dans le nettoyage des plages des îles principales ainsi que des îles périphériques.

«Je pense qu'il y a beaucoup d'excellentes initiatives ici et un intérêt pour la collecte de données, cependant, les données sont encore faibles. Nous n'avons pas vraiment une bonne idée de la quantité totale de plastique. Les Seychelles en font beaucoup, mais il s'agit d'un nouveau domaine mais il

n’y a aucune donnée qui puisse nous donner une image complète », a déclaré Jilian Campbell, statisticien en chef du la UNDP.

Elle a souligné que les Seychelles pouvaient utiliser l'Australie comme un pays à partir duquel les meilleures pratiques peuvent être adoptées car "elles collectent ce type d'informations depuis un certain temps maintenant".

Plus d’information lire l’article ci-dessous :

http://www.seychellesnewsagency.com/articles/11612/Seychelles%2C+Cuba+to+ramp+up+cooperation+on+environmental+conservation%2C+sustainable+fishing

ÉCONOMIE BLEUE

Les Seychelles se positionnent comme une référence pour l'Afrique

DANNY FAURE, président des Seychelles, a affiché les ambitions de son pays en matière d'économie bleue lors de la 7e édition de la Tokyo International Conference on African Development (TICAD 7) qui s'est tenue du 28 au 30 août à Yokohama, au Japon. Il dit prendre très au sérieux la question d'une économie bleue et a expliqué qu'une étude de sa zone économique exclusive est actuellement en cours. *«L'interprétation que se fait la République des Seychelles de l'économie bleue repose sur l'équilibre qu'elle cherche à établir entre développement et conservation. À cette fin, nous aurions achevé d'ici à 2020 un plan spatial marin exhaustif de notre zone économique exclusive, établissant ainsi un point de référence à imiter au niveau mondial»*, a déclaré le président. Il a souligné le rôle important et les efforts des Seychelles en tant que petit État insulaire en développement. Lors de sa allocution, il a expliqué que cet archipel est un des champions du développement de l'économie bleue en Afrique et collabore activement avec la Commission de l'Union africaine et la CEA (Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives) pour mettre en œuvre une politique d'économie bleue et des outils de développement pour le continent africain.

Une approche collaborative est néanmoins indispensable pour concrétiser les ambitions du pays et de la région africaine s'agissant de l'économie bleue, potentiel énorme pour l'Afrique et le monde entier. *«Beaucoup d'entre nous sur le continent africain sont souvent paralysés par nos ressources limitées. Cependant, si nous devions combiner les efforts, aligner nos objectifs et nous appuyer sur les forces de chacun, nous pourrons effectivement atteindre l'apparente inaccessibilité»*, a-t-il insisté. Il aussi abordé la sécurité maritime, qui est actuellement au centre des discussions, en faisant toutefois ressortir que les vols à main armée et la piraterie en mer, en dépit des efforts internationaux concertés, restent une préoccupation majeure. Danny Faure a tenu à réitérer l'appel de la Déclaration de Nairobi de la TICAD 6, ainsi que le respect des principes du droit international afin de s'assurer de plus de sécurité.

